



conseil national

Rapport de situation générale

Annexe I : La crise s'installe

La morosité et l'inquiétude règnent parmi les observateurs de la situation économique de tous les pays occidentaux. Au fil des mois, les espoirs de redémarrage s'estompent, les prévisions deviennent plus pessimistes. La reprise tant attendue, le bout du tunnel tant de fois annoncé, recule régulièrement. Différentes thérapeutiques ont été essayées dans les pays occidentaux, aucune n'a donné de résultats satisfaisants.

Cette situation difficile pour tous les travailleurs nous incite à développer nos réflexions sur l'ampleur de la crise, sa durée, ses répercussions sur l'ensemble du tissu industriel et social. La CFDT a depuis longtemps affirmé qu'il s'agissait d'une crise structurelle de longue durée. Ce diagnostic doit être précisé et surtout concrétisé car, quelle que soit l'issue électorale, quelle que soit la manière dont le pays sortira de cette crise, les traces qu'elle aura imprimées constitueront les bases de départ obligées, l'héritage à prendre en compte pour une nouvelle politique économique.

A°/ LA POLITIQUE DE BARRE : ECHECS ET REUSSITES

Même si l'on adopte, un instant, les critères qu'il a lui-même définis la politique de Barre connaît de sérieuses difficultés. Cette politique très classique de récession pour sauver la valeur de la monnaie à l'extérieur, rétablir l'équilibre du commerce extérieur, assainir les finances des entreprises, maîtriser l'évolution des prix, n'a réussi que très partiellement. Par contre, les effets induits de cette politique ont joué à fond, augmentation du chômage, ralentissement des salaires, stagnation de la production.

Reprenons brièvement chacun de ces points pour avoir une vue d'ensemble de la situation économique :

1°) Les "succès" de Barre :

a) la situation financière des entreprises s'est considérablement améliorée

Les profits se sont reconstitués. Sur un échantillon de 242 entreprises européennes, l'Expansion (n° de novembre 1977) en recense 3/4 qui ont augmenté leur profit en 1976 et certaines de façon spectaculaire : plus de 80% dans la construction électrique, le bâtiment et les travaux publics. Même dans une branche aussi atteinte que le textile, les profits se sont accrus de 61%. En 1976 par exemple, le bénéfice net de Michelin a augmenté de 40%, celui d'U.T.A. de 74,5%, celui de Sommer Alibert de 220,3%. Certes, dans de nombreux secteurs la crise se poursuit et les déficits se prolongent (ex. Sidérurgie, activité fibre des entreprises chimiques). Les travailleurs ne tardent pas à faire les frais de tels résultats mais ne bénéficient pas, par contre, des bons résultats notés par ailleurs.

b) les salaires ont été freinés de façon importante

Le taux de salaire horaire a augmenté de 3,1% au 3ème trimestre 1977 contre 3,4% au 3ème trimestre 1976. Pour les 9 premiers mois de l'année, l'augmentation est de 8,9% contre 11,9% pour les 9 premiers mois de 1976. En un an (octobre 1976 - octobre 1977) le salaire net mensuel moyen ouvrier a augmenté de 9,3%. Ce chiffre qui tient compte de la diminution de la durée de travail et de l'augmentation des cotisations sociales montre que le pouvoir d'achat moyen des ouvriers a diminué de 0,4% selon l'indice INSEE et de 2,1% selon l'indice CFDT.

2°) Les "échecs" de Barre :a) Sur le plan monétaire, le franc reste menacé par toute vague spéculative

Pour rétablir leur balance commerciale, les Américains laissent couler le dollar qui se dévalue par rapport aux monnaies fortes : le mark, le franc suisse et le yen. Le franc suit le dollar et s'enfonce par rapport au deutschmark. Cette fragilité du franc peut à tout moment se transformer en problème grave si la spéculation se déchaîne. Une des conséquences de cette faiblesse est la hausse des taux d'intérêt. En effet pour retenir les capitaux en France, il faut leur offrir un intérêt élevé faute de pouvoir leur garantir que la valeur du franc ne fondra pas. Les taux d'intérêts élevés ne favorisent pas le redémarrage industriel et les investissements. Suite au loyer élevé de l'argent, les charges financières des entreprises nourrissent l'inflation.

b) Les échanges extérieurs restent déséquilibrés et en tout cas à la merci de toute phase d'expansion

Les quelques résultats positifs (remis partiellement en cause en novembre) dont peut faire état le gouvernement ne sont en effet que le résultat de la stagnation économique, limitant l'ampleur des importations. Les exportations ont augmenté de 6,6% mais rien ne permet d'espérer que les prévisions gouvernementales (+ 8,8% pour 1978) seront atteintes. La guerre commerciale, la montée des protectionnismes ne justifient pas un tel optimisme.

Ajoutons sur le plan extérieur l'importance de l'endettement français qui, sans prendre de proportions dramatiques (comme en Grande-Bretagne, Italie ou Portugal), mérite d'y prêter attention. L'intervention du Fonds Monétaire International (FMI) dans ces trois pays a montré que l'aide n'était pas sans contrepartie économique, financière et politique.

c) Concernant les investissements on peut parler de grève faite par les industriels

Les forts taux d'intérêt ne sont en effet qu'un élément (parfois le prétexte) d'un refus d'investir. Dans le climat économique dégradé, les incertitudes politiques s'ajoutent aux aléas économiques comme motif patronal pour ne pas investir en France à part les investissements de rationalisation pour "économiser" la main-d'oeuvre. La distribution de dividendes (dont la hausse n'est plus limitée), les investissements à l'étranger, la reconstitution de trésoreries sont les emplois de ces profits. Barre n'a pas pu, su ou n'a pas voulu imposer l'utilisation des profits pour l'investissement. Contrairement aux promesses, le profit d'aujourd'hui n'est pas l'investissement de demain, encore moins l'emploi d'après-demain.

- d) Les perspectives et les promesses de croissance, qu'il s'agisse du VIIème Plan, des prévisions faites en 1976 pour 1977 ou en 1977 pour 1978, s'élèvent toujours au-dessus de 4%

La réalité est toujours inférieure à ce chiffre. Elle ne serait que de 3% cette année. Dans sa dernière prévision pour la France, l'O.C.D.E. prévoit une croissance de 3% pour 1978. La production industrielle oscille sous des à-coups dûs à l'alternance de période de stockage et déstockage, mais ne décolle pas. La demande des particuliers, atteinte par le chômage et le ralentissement des salaires, a cru faiblement. Les investissements des ménages en logement ont baissé (nombre de logements mis en chantier en 1977 : 475.000 ; 80.000 de moins qu'en 1973). Les investissements des administrations ont baissé de 2,6% entre 1976 et 1977.

- e) Sur le plan des prix, la norme fixée par Barré pour l'année 1977 (6,5%) a été pulvérisée

Les différentes politiques (blocage des prix, diminution de TVA) n'ont réussi qu'à maintenir le taux d'inflation au même niveau que 1976, c'est-à-dire juste au-dessous de la barre des 10%. Ce résultat n'est pas brillant alors que les prix internationaux des matières premières importées par la France sont en chute régulière depuis le mois de mai. Les produits alimentaires sont en cause en cette fin d'année pour la hausse des prix. Les incidences climatiques invoquées laissent perplexes le consommateur qui ne comprend pas qu'aucune péripétie de sécheresse ou de pluie n'arrive à faire baisser les prix alors que toutes les font monter. Les structures de distribution, agiles dans l'escalade, ne repercutent jamais les cours à la baisse. Il est clair que les hausses des produits alimentaires et surtout des produits frais touchent directement les plus défavorisés (familles nombreuses, personnes âgées, smicards, ...).

- f) Le dernier élément du tableau est bien sûr le chômage

La manipulation et le "dégraissage" des listes de l'ANPE peuvent aboutir à une stabilisation voire à une baisse des chômeurs officiels. Les mesures prises pour les jeunes ouvrant la création "d'emplois" temporaires, précaires et mal rémunérés peuvent permettre d'encaisser une vague de jeunes à la sortie de l'école. Il n'en reste pas moins que les chiffres montrent à la fois une baisse sensible des horaires travaillés (41,3 H au 1.10.1977 contre 41,7 H un an avant) et des effectifs salariés.

Depuis le 3ème trimestre 1976 les effectifs sont en baisse. D'octobre 1976 à octobre 1977 la baisse est de 1,1%.

Fin novembre les statistiques officielles indiquaient 1.179.353 chômeurs. Les entrées en stage 99.934 en novembre opération de camouflage, peuvent être incorporées à ce chiffre montrant ainsi qu'il y a aggravation du chômage. L'augmentation de la durée moyenne du chômage en est une autre preuve.

Le chiffre du million de chômeurs est depuis longtemps atteint, les jeunes et les femmes sont toujours le plus lourdement touchés. Et pourtant le discours officiel reste toujours celui de la soumission à la fatalité économique et celui de l'appel, dérisoire, à la lutte entre chômeurs pour se partager les quelques emplois disponibles. L'OCDE prévoit pour 1978 une augmentation de 200.000 du nombre des chômeurs.

A noter l'augmentation, dans les statistiques d'entrée au chômage, de la rubrique "fins de contrats à durée déterminée" ; c'est une conséquence logique de la multiplication des emplois temporaires offerts par le patronat sur l'encouragement du gouvernement. Après six mois de mobilisation patronale et gouvernementale pour l'emploi des jeunes, on peut comptabiliser 165.312 jeunes chômeurs de plus.

*
* *
*

La meilleure condamnation de la politique de Raymond Barre peut être trouvée dans les paroles qu'il a prononcées lors de son entrée en fonction. Il avait indiqué que toute son action n'aurait des conséquences durables qu si des réformes structurelles étaient parallèlement entreprises. Faute de réformes, le plan Barre s'est contenté d'être un plan de stabilisation de plus. Dans la période de crise que nous connaissons, une telle politique peut facilement enrayer les quelques mécanismes de croissance encore en état de marche, elle ne permet pas de résoudre les problèmes de l'inflation, des échanges extérieurs et de l'emploi. De plus elle consolide les inégalités et maintient les privilèges.

B°/ REFLEXIONS GENERALES SUR LA CRISE

Il ne s'agit pas ici de reprendre en détail l'analyse de la crise qu'a pu faire la CFDT. Il s'agit d'en montrer l'importance, la profondeur, son étendue sur tous les pays européens et surtout d'analyser les traces profondes que laissera cette crise dans le système productif, le tissu industriel et l'ensemble des mécanismes financiers et d'épargne.

1°) Aspect mondial

Comme toute crise, il s'agit d'une période nouvelle de mutation et d'adaptation du système capitaliste : les rapports de force entre pays se modifient. Les firmes multinationales tentent de développer leur implantation. Une nouvelle division internationale du travail essaie de s'imposer. Cette phase de mutation se traduit par des "conflits" commerciaux, monétaires et surtout par des restructurations industrielles extrêmement importantes. La recherche de nouveaux marchés, de nouvelles technologies, de "créneaux" prometteurs entraînent les entreprises à brader les "canards boiteux", à se séparer de leurs départements "condamnés", à reporter sur les sous-traitants les contraintes de marchés en dents de scie.

Un nouvel équilibre relatif ne pourra se retrouver qu'à moyen terme. Qu'il soit plus favorable aux travailleurs, aux pays exploités dépend de notre action (et de celle des autres syndicats) pour s'opposer à une restructuration sauvage soumise aux lois du marché, pour peser sur un nouveau modèle de croissance, sur un nouvel équilibre industriel, économique, commercial et politique entre pays à niveau de développement différent.

2°) Aspects européens

Vue sous cet angle général, la crise se présente de façon analogue dans les pays de l'Europe occidentale.

a) Les situations des divers pays occidentaux se différencient sur de nombreux points, les politiques gouvernementales sont spécifiques mais il n'en reste pas moins que la conjoncture est identique dans tous les pays d'Europe. Malgré des variantes, tous les gouvernements cherchent à modérer la demande intérieure par crainte des tensions extérieures : déficit commercial, chute de la monnaie, spéculation.

Si pendant un temps, les gouvernements européens ont pu espérer sortir de la crise en suggérant à l'Allemagne de procéder à des mesures de relance, il est vite apparu que l'Allemagne souhaitait se protéger d'abord de l'inflation et que de toutes façons cette mesure ne serait pas suffisante. Toutes les concertations internationales pour essayer de maîtriser le développement économique ont jusqu'à maintenant échoué.

Compte tenu de ses problèmes propres, chaque pays tente de s'en sortir seul. La confrontation avec les U.S.A. ou le Japon sur les équilibres commerciaux, le dialogue à instaurer avec les pays du Tiers-Monde devront cependant de toute façon se nouer à ce niveau européen.

b) C'est dans ce climat de crise économique et sociale qui touche les différents pays qu'il faut situer les problèmes sociaux et politiques qui émergent. Les Pays-Bas viennent juste de réussir, depuis les dernières élections de début 1977, à constituer un gouvernement. Le gouvernement socialiste homogène au Portugal est tombé sous le double refus du soutien de la droite et du PCF. L'émergence de violences, de groupes qui fuient dans la radicalisation reste le phénomène le plus préoccupant. Le terrorisme frappe toujours en Espagne et en Irlande du Nord. Des groupes racistes et xénophobes

se multiplient en Grande-Bretagne faisant monter la tension. C'est toutefois incontestablement en Italie et en Allemagne que le problème se pose de façon aiguë. La stratégie de la tension que développent ces groupes pour des motifs idéologiques parfois opposés ne manque pas d'inquiéter. La démocratie et les libertés risquent d'en pâtir. Or, l'élargissement de ces libertés est bien un des objectifs premiers de la transformation sociale. Notre condamnation des méthodes violentes et minoritaires est totale. Elle s'appuie sur la nécessité de sauvegarder et d'étendre les libertés. C'est pourquoi également les mesures qui ont été prises par divers pays, notamment la RFA visant à restreindre l'exercice des libertés pour certaines catégories, ou dans certaines situations, ne peuvent être acceptées malgré le terrorisme. La France n'a eu pour l'instant à affronter ces problèmes que par contrecoup des problèmes étrangers sauf exceptions. Rien n'indique pourtant qu'elle ne soit définitivement à l'abri de tels problèmes. Les projets d'internationalisation de la répression de V. Giscard d'Estaing sont à ce sujet inquiétants.

c) La grande majorité des syndicats européens ont longtemps analysé la crise comme une crise passagère. L'ampleur et la durée de cette crise les amènent à durcir leurs positions, à se battre pour l'emploi, la réduction du temps de travail. La C.E.S. est l'instrument pour faire avancer des plate-formes communes de revendications.

Même si les analyses diffèrent, même si les contextes sont spécifiques, il importe de développer avec nos partenaires européens une action commune. La décision prise le 30 novembre par le Comité exécutif de la C.E.S. "d'organiser dans le courant du premier semestre 1978 une journée d'action européenne des travailleurs" pour appuyer les revendications de plein emploi et de relance économique montre à la fois l'inquiétude de nos partenaires et leur volonté de faire quelque chose. C'est une démarche très positive dans le contexte présent. Il est manifeste aujourd'hui que sans qu'il soit question de remettre en cause leurs liens traditionnels avec les partis au pouvoir, l'inquiétude est grande parmi les syndicalistes britanniques ou allemands sur la politique économique suivie par leurs gouvernements respectifs. La situation politique et la gravité de la situation économique et sociale ont conduit les syndicats italiens à se situer de façon particulière par rapport à cette crise.

3°) Aspects français

a) une crise niée ou mal analysée

La société française dans son ensemble a mal analysé la crise que nous connaissons.

La droite a nié son aspect économique ou plutôt l'a analysée en terme classique des cycles économiques. La crise serait un mauvais moment, une mauvaise passe. Le retour des équilibres se ferait de toute façon en laissant jouer les mécanismes naturels de l'économie. La volonté des gouvernements successifs de dégager leur responsabilité les a conduits à reporter les causes de la crise sur l'étranger. Le plus bel exemple reste le mythe du pétrole arabe. Ce thème idéologique a été exploité à fond s'appuyant sur un racisme latent. S'il est vrai que l'augmentation du prix des importations pétrolières a opéré une ponction importante sur les finances publiques, il est vain d'y chercher la cause principale d'une crise qui dure encore.

Une partie de la gauche a mieux analysé les aspects politiques, culturels et idéologiques de cette crise. L'ébranlement de mai 1968 a mis en lumière la contestation profonde de valeurs surannées et a contribué à diffuser cette crise dans toutes les institutions de la société : famille, justice, école, armée, église, etc... Sur le plan politique, la gauche a su trouver les voies d'un certain renouveau en profitant de l'essoufflement d'une majorité sclérosée. Par contre la gauche n'a pas su analyser de façon approfondie et sérieuse cette crise sur le plan économique. Le PCF en est resté à une vision économique basée sur le contrôle d'une minorité de monopoles sur l'Etat et la société. C'est le capitalisme monopoliste d'Etat. Outre ses simplifications abusives l'analyse est dangereuse par la politique qu'elle permet de définir en inversant les termes. Il suffirait ainsi de dégager l'Etat de l'emprise des monopoles en les nationalisant et en les mettant à la disposition de l'économie nationale pour attaquer le coeur du problème.

Le parti socialiste amorce une analyse plus fouillée de la crise, prenant mieux en compte certains aspects tels que l'inflation, les échanges internationaux, l'existence de l'Europe, les politiques industrielles. Mais il ne semble pas encore parvenu au terme de sa recherche, ni à homogénéiser les interventions de ses dirigeants sur la question. Pris de court, étonné par l'ampleur des problèmes nés de la crise, les mesures qu'il préconise apparaissent classiques et marquées parfois du sceau de la modération. La politique que le PS entend suivre n'apparaît pas toujours clairement, même si au cours des dernières semaines un effort important est fourni par le parti pour préciser différents aspects (emploi).

La vérité n'a pas été dite aux Français et aux travailleurs sur l'ampleur de la crise traversée, sa durée et ses conséquences. Aucune politique de facilité ne permettra d'en sortir. Aucun slogan sur la crise finale du capitalisme, sur la nécessité d'ébranler les fondements du système n'empêchera qu'il faut faire le bilan de cette crise. Les peuples des pays européens avoisinants ont souvent une conscience plus aiguë des problèmes auxquels leur pays est confronté. Faute d'avoir mis en place une alternative, ils ont plus ou moins accepté dans un premier temps les politiques d'austérité élaborées par leur gouvernement. Toutefois il convient de noter que les organisations syndicales ont été consultées et que leur acceptation des mesures prises par leurs responsables politiques s'est accompagnée dans la plupart des cas de négociations sur diverses autres questions (nationalisations et politique fiscale en Grande Bretagne par exemple). La situation est actuellement en train d'évoluer et si la crise persiste il faut s'attendre à de forts mouvements d'impatience et de contestation dans quelques pays.

Etant donné la situation française, nous estimons que notre pays peut suivre une autre voie pour résoudre ses problèmes. Mais une politique ne saurait se satisfaire de promesses, elle se juge aux actes. Les travailleurs, et ils le font sentir à la majorité actuelle, ne supportent pas la démagogie des promesses non tenues ou des discours trompeurs.

La satisfaction des revendications ne doit pas être payée en monnaie de singe. Notre action syndicale, dans ses modes d'action, dans ses priorités, doit tenir compte de cette situation. C'est ce que la plate-forme de la CFDT a tenté de faire.

b) Un pays fragile

Au-delà des statistiques globales sur l'inflation ou le chômage, la perception d'une transformation profonde du pays sous l'effet de la crise prend corps peu à peu. On perçoit la restructuration industrielle avec l'abandon de pans entiers de l'industrie nationale. Les faillites ne touchent pas quelques canards boiteux mais des secteurs entiers restructurés ou abandonnés aux intérêts internationaux. Textile, sidérurgie sont deux secteurs où la liquidation paraît être la politique officielle. Dans ces secteurs, ou dans d'autres, les bases d'appui pour un redémarrage possible risquent à court terme d'être mises en cause.

Au-delà du secteur directement productif, la crise atteint toutes les autres institutions. Bâties sur des perspectives de croissance, alors qu'aucun expert ne prévoit de retour rapide aux taux de croissance élevés, les sociétés d'économie mixte d'aménagement, les collectivités locales, les offices d'HLM, voient leurs bilans attaqués par l'inflation, minés par un endettement excessif. L'ensemble des mécanismes d'épargne, de financement de biens ou de services collectifs sont grippés. Les conséquences de la crise de ces institutions sur le cadre de vie, le logement, la qualité de l'urbanisme ne tardent pas à se manifester et vont aggraver les aspects néfastes de la croissance capitaliste dans ce domaine.

Devant ces difficultés, le pouvoir en place se raidit. Il impose une politique au nom d'un savoir technocratique, d'une connaissance des intérêts du pays. Barre n'est-il pas le meilleur économiste de France ? Son mépris pour ce qu'il appelle les intérêts catégoriels n'a d'égal que son respect devant des lois économiques abstraites et fonctionnant en définitive toujours à l'encontre des travailleurs. Cette conception de l'action gouvernementale ne trouve son pareil dans aucun autre pays. Barre développe une stratégie de l'affrontement et du rapport des forces qui peut être dangereuse pour la démocratie.

Les problèmes essentiels de la société française ne sont de ce fait pas résolus. Les choix sont présentés en permanence en termes techniques et non politiques. La rationalité technocratique impose le meilleur choix. Dans ces conditions le débat démocratique n'existe pas. Tout choix gouvernemental est présenté comme inévitable et indiscutable. Un seul exemple : le nucléaire.

Ce phénomène accentue par ailleurs la centralisation, la bureaucratisation et l'étatisation. Peu à peu l'ensemble des structures intermédiaires, parmi lesquels les syndicats, voient leur rôle nié, dévalorisé. L'administration à la fois tentaculaire et incapable de résoudre les problèmes concrets absorbe peu à peu l'ensemble des problèmes de la société et s'y engluie. Le Gouvernement, par la loi et la norme, impose l'uniformisation des réponses et gomme toute spécificité et tout droit à la différence. La régionalisation est de fait enterrée.

Cette politique conservatrice fige les inégalités alors que la société française en détient les records. Inégalités de revenus et de patrimoine d'abord. Bien qu'un voile épais recouvre les réalités, on mesure peu à peu les scandales des inégalités en France. Le rapport du CERC sur les salaires nous montre déjà qu'un tiers des salariés touche moins de 2.000 F. par mois. L'absence de volonté politique pour connaître les revenus non salariaux ou les patrimoines est manifeste. Les inégalités de pouvoir sont tout aussi flagrantes et doivent faire l'objet de notre attention de façon prioritaire.

C'est en effet par cette voie que les travailleurs dans leur atelier, les salariés dans leur entreprise, les citoyens dans leur administration pourront faire connaître leurs aspirations, avanceront leurs revendications et pourront prendre leur part de responsabilité. La plate-forme de la CFDT a mis ces axes en avant. Eux seuls permettront de faire connaître les sentiments des travailleurs et d'en faire des agents actifs de la transformation sociale et non d'éventuels bénéficiaires de changements accordés par le haut.